

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique****Quatre-vingtième session**

Bangkok, 22-26 avril 2024

Point 4 i) de l'ordre du jour provisoire\*

**Examen de l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique et questions relatives à l'appareil subsidiaire de la Commission : technologies de l'information et de la communication, science, technologie et innovation****Rapport du Conseil d'administration du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement sur les travaux de sa dix-huitième session***Résumé*

À sa dix-huitième session, tenue à Manille le 16 novembre 2023, le Conseil d'administration du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement a examiné les activités menées par le Centre depuis sa dix-septième session et l'a remercié d'avoir aidé les États membres à renforcer leurs capacités de mettre les technologies numériques au service du développement durable. Il a également passé en revue la situation administrative et financière du Centre.

Le Conseil d'administration a approuvé la stratégie à moyen terme du Centre (2024-2026) et son plan de travail pour 2024, qui permettrait au Centre d'étendre sa présence à toute la région, d'élargir sa portée à toutes les sous-régions et de veiller à ce que les administrations locales puissent aussi tirer parti de ses programmes. Le Conseil d'administration a salué les efforts déployés par le Centre en vue de renforcer le soutien apporté aux gouvernements nationaux grâce à une assistance technique et des programmes de formation personnalisés.

Le Conseil d'administration a remercié la République de Corée, pays hôte, de l'appui financier qu'elle n'a cessé d'apporter au Centre, ainsi que les autres États membres pour leurs contributions volontaires et en nature. Il a appelé tous les États membres à collaborer et à soutenir les activités du Centre en matière de promotion du renforcement des capacités dans le domaine du développement numérique dans la région.

\* ESCAP/80/1.

## **I. Questions portées à l'attention de la Commission**

1. Le Conseil d'administration a remercié le Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement de ses réalisations notables dans le renforcement des capacités humaines et institutionnelles des États membres dans le domaine du développement et de la transformation numérique.

2. Le Conseil d'administration a approuvé le plan de travail du Centre pour 2024 et a invité tous les membres et membres associés de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) à collaborer avec le Centre et à soutenir ses activités, notamment par des contributions volontaires et en nature.

## **II. Compte rendu des travaux**

### **A. Situation administrative et financière du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement (point 2 de l'ordre du jour)**

3. Le Conseil d'administration était saisi du rapport sur la situation administrative et financière du Centre.

4. Le Conseil d'administration a été informé de la situation financière du Centre, de sa gestion et de ses effectifs. Un récapitulatif des fonds opérationnels a été présenté, y compris les financements institutionnels fournis par la République de Corée, pays hôte, par l'intermédiaire de la ville d'Incheon et du Ministère des sciences et des technologies de l'information et de la communication, comme convenu dans le cadre de l'accord administratif et financier signé par la CESAP et le Gouvernement de la République de Corée pour la période 2021-2025.

5. Des ressources financières supplémentaires avaient également été apportées par le Gouvernement du Canada pour soutenir la mise en œuvre du projet de la CESAP « Encourager l'entrepreneuriat féminin », dans le cadre duquel le Centre avait mené des activités de formation au Bangladesh, au Cambodge, aux Fidji, au Népal, au Samoa et au Viet Nam.

6. Au cours de la période considérée, des contributions volontaires avaient été apportées par le Bangladesh, ainsi que par Macao (Chine). Le Conseil d'administration a été informé que les partenaires nationaux continuaient à fournir des contributions en nature, sous forme de ressources logistiques, matérielles et humaines, destinées à soutenir la mise en œuvre des activités et des programmes de renforcement des capacités du Centre.

### **B. Travaux du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement depuis la dix-septième session du Conseil d'administration (point 3 de l'ordre du jour)**

7. Le Conseil d'administration était saisi du rapport sur les activités menées par le Centre depuis la dix-septième session. Un exposé a été présenté par le Directeur du Centre.

8. Le Conseil d'administration a été informé des activités menées par le Centre dans le cadre de ses trois domaines de travail : formation, assistance technique et partage de connaissances. Le Conseil d'administration a également été informé des progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes phares du Centre à l'intention des décideurs et des fonctionnaires (Académie pour l'initiation des responsables publics aux technologies de l'information et de la communication), des femmes cheffes d'entreprise (Initiative « Women ICT Frontier ») et des étudiants et des jeunes (série de cours d'initiation aux TIC pour le développement à l'intention des jeunes).

9. Le (la) représentant(e) de la République de Corée a remercié le Centre d'avoir fourni aux États membres des programmes pertinents de transformation numérique et réaffirmé le soutien continu de son gouvernement aux programmes et au fonctionnement du Centre.

### **C. Plan de travail pour 2024 (point 4 de l'ordre du jour)**

10. Le Directeur du Centre a présenté le plan de travail pour 2024.

11. Le plan de travail était centré sur l'élaboration de programmes de renforcement des capacités pratiques et efficaces, adaptés aux besoins spécifiques des États membres dans le cadre de la stratégie à moyen terme du Centre (2024-2026). Le plan de travail permettrait au Centre d'étendre sa présence à toute la région, d'élargir sa portée à toutes les sous-régions et de veiller à ce que les administrations locales puissent aussi tirer parti de ses programmes. Il permettrait également au Centre d'accroître le soutien qu'il apporte grâce aux services d'élaboration des politiques et de conseil en accord avec les programmes et les priorités de la CESAP. Les partenariats nationaux resteraient un des principaux domaines d'action, permettant aux programmes d'être adaptés aux contextes nationaux et intégrés aux programmes de formation des partenaires.

12. Le (la) représentant(e) de la Fédération de Russie a réitéré l'intention de son gouvernement de fournir des contributions en nature pour soutenir la localisation des modules et leur déploiement au niveau national. Davantage de programmes de formation étaient nécessaires dans le domaine des technologies nouvelles et émergentes, notamment l'intelligence artificielle et les préoccupations éthiques qui y sont associées. Les services administratifs en ligne étaient également importants, en particulier à la lumière des défis posés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). De plus, le (la) représentant(e) a proposé d'ajouter des modules afin d'assurer l'inclusion numérique, ce qui répondrait non seulement aux besoins des populations vulnérables comme les populations autochtones et d'autres groupes marginalisés, mais étendrait également l'aide apportée aux entreprises confrontées à des défis uniques dans le paysage numérique, en particulier les microentreprises et petites et moyennes entreprises.

13. Le (la) représentant(e) de la République de Corée a noté qu'à la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, le Président de la République de Corée avait affirmé l'engagement du Gouvernement à soutenir la transformation numérique des pays dont la pénétration et l'utilisation du numérique sont limitées. Le Gouvernement avait dévoilé des stratégies et des plans d'ensemble, y compris une stratégie nationale relative à la technologie numérique et à l'éthique de l'intelligence artificielle, ainsi qu'une charte des droits numériques. Le Gouvernement s'apprêtait

notamment à lancer un projet phare d'innovation numérique entre la République de Corée et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, auquel il allouerait 30 millions de dollars sur une période de cinq ans. Le Gouvernement s'est félicité des efforts de collaboration déployés pour soutenir son initiative.

14. Le (la) représentant(e) de l'Indonésie a remercié le Centre et proposé d'accueillir la vingtième session du Conseil d'administration, qui se tiendra en 2025, à Yogyakarta (Indonésie).

15. Le (la) représentant(e) du Cambodge a souligné l'importance accordée par son gouvernement à la transition numérique, tant au sein du Gouvernement lui-même qu'en collaboration avec le secteur privé. Il (elle) s'est dit(e) préoccupé(e) par les effets négatifs de la transition numérique au Cambodge, en particulier chez les enfants, et a suggéré qu'il serait utile de proposer des cours ou des séances d'information sur les conséquences de la transformation numérique. Ces initiatives pourraient sensibiliser les parents et le Gouvernement aux stratégies visant à limiter l'accès des enfants aux contenus numériques, étant donné qu'ils sont exposés aux appareils numériques dès leur plus jeune âge.

16. Le (la) représentant(e) de l'Inde a souligné le rôle essentiel des technologies de l'information et de la communication dans le développement économique du pays. Le (la) représentant(e) a mis en avant les réalisations du pays dans le domaine numérique, notamment la création d'une équipe de professionnels des technologies émergentes, le lancement du programme Digital India et la mise en place d'une infrastructure numérique de classe mondiale et à faible coût. Il (elle) a invité les membres de la CESAP à rejoindre le Global Digital Public Infrastructure Repository (répertoire mondial des infrastructures numériques publiques), une initiative menée par l'Inde. Il (elle) a souligné le succès rencontré par l'Inde avec sa plateforme d'identification électronique, Aadhaar, notamment en termes de facilitation du transfert de prestations. Il (elle) a également mis en avant les contributions apportées par l'Inde lors de la pandémie de COVID-19, notamment la plateforme CoWIN de fourniture de vaccins. Le (la) représentant(e) a affirmé avec insistance l'engagement du Gouvernement à partager son expertise en matière de technologies émergentes, à soutenir le renforcement des capacités et à contribuer aux programmes du Centre.

17. Le (la) représentant(e) du Kazakhstan a noté avec satisfaction que le Centre s'employait à former des centaines de personnes aux technologies numériques, un domaine qui évolue rapidement. Il (elle) a informé le Conseil d'administration que divers projets et cours pratiques avaient été mis en œuvre dans le pays en vue d'accélérer le lancement de plateformes de solutions numériques de nouvelle génération dans le secteur public. Le (la) représentant(e) s'est dit(e) convaincu(e) des avantages de la coopération avec le Centre dans le cadre de l'organisation de cours et de programmes de formation avancée à l'intention des pays de la région Asie-Pacifique.

18. Le (la) représentant(e) de la Thaïlande a reconnu l'importance du programme de formation des formateurs lancé par le Centre, ainsi que la nécessité d'étendre les efforts de formation aux administrations locales. Le (la) représentant(e) a déclaré que les partenariats avec les administrations locales pourraient faciliter la sensibilisation directe des communautés, soulignant l'importance de la participation locale pour renforcer l'efficacité des initiatives du Centre. Il (elle) a souligné la nécessité d'élaborer des

programmes de formation sur l'intelligence artificielle, notamment sur la manière d'utiliser cette technologie en toute sécurité et d'atténuer les risques associés. Les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe ont été mentionnés comme des domaines qui continuent à poser des difficultés particulières. Trouver des moyens d'intégrer des solutions numériques à la formation, à la sensibilisation et à la résolution de problèmes dans ces domaines pourrait considérablement améliorer l'efficacité des formations. La coopération intersectorielle, associant les départements et agences concernés, serait essentielle pour aborder les changements climatiques et la gestion des catastrophes de manière globale. Le (la) représentant(e) a également félicité le Centre d'avoir proposé des cours en ligne et recommandé de créer un système de certification afin d'inciter les fonctionnaires et les agents de l'État à améliorer régulièrement leurs compétences numériques. Une approche structurée, comportant par exemple un système de certification à plusieurs niveaux, encouragerait la formation continue et le perfectionnement, et l'apprentissage en ligne pourrait être utilisé comme un outil précieux pour faire progresser l'habileté numérique parmi les fonctionnaires.

19. Le (la) représentant(e) du Cambodge a informé le Conseil d'administration que l'Académie cambodgienne des technologies numériques a rencontré des difficultés dans la mise en œuvre des programmes de formation numérique. Bien que l'Académie se soit concentrée sur la formation des agents de l'État, elle a connu des problèmes de participation, en particulier parmi les hauts fonctionnaires, qui n'avaient que peu de temps à consacrer à la formation en raison de la nature de leur travail. Les taux de participation sur sa plateforme d'apprentissage en ligne étaient faibles. Les programmes de l'Académie comprenaient des formations à l'intention des responsables de l'informatique et des fonctionnaires de l'administration publique, couvrant des sujets tels que la transformation numérique, la cybersécurité et l'habileté numérique. Les principaux problèmes étaient le coût élevé des programmes internationaux de certification, le faible intérêt pour l'apprentissage en ligne et la nécessité de disposer d'un contenu traduit et adapté au contexte local. L'Académie explorait également de nouvelles stratégies afin de rendre le contenu en ligne plus attrayant et plus efficace.

20. Le (la) représentant(e) du Bangladesh a reconnu et salué le rôle joué par le Centre et les initiatives qu'il a lancées en faveur de divers segments de la société, en particulier les femmes et les jeunes. Les jeunes, qui étaient les dirigeants de demain, représentaient un dividende démographique pour leur pays. Le (la) représentant(e) a proposé d'insister sur la nécessité de mettre en place davantage de programmes visant à renforcer les capacités des jeunes et des femmes, entre autres. Il (elle) a également proposé d'introduire des initiatives qui tendent à réduire la fracture numérique dans la région.

21. Le Conseil d'administration a adopté le plan de travail du Centre pour 2024.

#### **D. Date et lieu de la dix-neuvième session du Conseil d'administration (point 5 de l'ordre du jour)**

22. Le Conseil d'administration a examiné la date et le lieu possibles de sa dix-neuvième session, qui devrait se tenir au quatrième trimestre de 2024. Le secrétariat, en consultation avec le Conseil d'administration, prendrait les dispositions voulues pour l'organisation de la session.

**E. Questions diverses (point 6 de l'ordre du jour)**

23. Aucune autre question n'a été examinée par le Conseil d'administration.

**F. Adoption du rapport du Conseil d'administration sur les travaux de sa dix-huitième session (point 7 de l'ordre du jour)**

24. Le Conseil d'administration a adopté le présent rapport le 12 décembre 2023.

**III. Organisation****A. Ouverture, durée et organisation de la session**

25. La dix-huitième session du Conseil d'administration s'est tenue à Manille le 16 novembre 2023.

26. La Secrétaire exécutive de la CESAP a fait une déclaration dans laquelle elle a indiqué que la fracture numérique résultait non seulement de problèmes d'accès et de connectivité, mais aussi du manque de capacités humaines et institutionnelles nécessaires au développement numérique. Combler les lacunes en matière d'habileté numérique, de formation professionnelle et de préparation des institutions à l'adoption et à l'exploitation des technologies numériques était essentiel afin que les avantages de la transformation numérique soient partagés plus largement et plus équitablement. La CESAP avait pour mission d'encourager le dialogue politique, la coopération et les partenariats afin de réduire la fracture numérique dans la région Asie-Pacifique. Le Centre a joué un rôle clef en aidant les États membres à combler les lacunes en matière de capacités institutionnelles et humaines. La Secrétaire exécutive a remercié les membres du Conseil d'administration pour les orientations stratégiques et le soutien qu'ils ont apportés à la mission du Centre.

27. Le Directeur du Centre a remercié la Présidente, le Vice-Président et les membres du Conseil d'administration de leur participation et de leur coopération.

**B. Participation**

28. Les représentantes et représentants des neuf membres du Conseil d'administration ci-après ont participé à la session : Bangladesh, Cambodge, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Philippines, République de Corée et Thaïlande

**C. Élection du Bureau**

29. Le Conseil d'administration a élu le Bureau suivant :

Présidente : M<sup>me</sup> Ishariyaporn Smiprem (Thaïlande)

Vice-Président : M. Mohammed Yousuf (Bangladesh)

**D. Ordre du jour**

30. Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour ci-après :
1. Ouverture de la session :
    - a) Allocutions d'ouverture ;
    - b) Élection du Bureau ;
    - c) Adoption de l'ordre du jour.
  2. Situation administrative et financière du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement.
  3. Travaux du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement depuis la dix-septième session du Conseil d'administration.
  4. Plan de travail pour 2024.
  5. Date et lieu de la dix-neuvième session du Conseil d'administration.
  6. Questions diverses.
  7. Adoption du rapport du Conseil d'administration sur les travaux de sa dix-huitième session.

## Annexe I

### Liste des documents

<i>Cote du document</i>	<i>Titre du document</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>
<i>Distribution générale</i>		
ESCAP/APCICT/GC(18)/1	Ordre du jour provisoire annoté	1 c)
ESCAP/APCICT/GC(18)/2	Rapport du Conseil d'administration du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement sur les travaux de sa dix-huitième session	
	Report on the administrative and financial status of the Asian and Pacific Training Centre for Information and Communication Technology for Development	2
	Report on the work of the Asian and Pacific Training Centre for Information and Communication Technology for Development since the seventeenth session of the Governing Council	3

---

## Annexe II

### État financier du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement pour l'année terminée le 31 décembre 2023 (En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Contributions	1 535 740
Intérêts créditeurs	217 062
<b>Recettes totales</b>	<b>1 752 802</b>
<i>Moins : dépenses</i>	(1 903 102)
<b>Solde net (déduction faite des dépenses)</b>	<b>(150 300)</b>
Montant disponible au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	4 421 742
Remboursement aux donateurs	-
<b>Montant disponible au 31 décembre 2023</b>	<b>4 271 442<sup>a</sup></b>

<sup>a</sup> Le solde disponible est affecté aux futures activités programmatiques et opérationnelles du Centre.

## Annexe III

**État financier du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement pour l'année terminée le 31 décembre 2023, par élément de projet**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ville métropolitaine d'Incheon et Ministère des sciences et des technologies de l'information et de la communication</i>	<i>Contribution commune et autres projets</i>	<i>Total</i>
<i>Recettes</i>			
Contributions	1 480 601	55 139	1 535 740
Intérêts créditeurs	205 210	11 852	217 062
<b>Recettes totales</b>	<b>1 685 811</b>	<b>66 991</b>	<b>1 752 802</b>
<i>Moins : dépenses</i>			
	(1 778 756)	(124 346)	(1 903 102)
<b>Solde net (déduction faite des dépenses)</b>	<b>(92 945)</b>	<b>(57 355)</b>	<b>(150 300)</b>
Montant disponible au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	4 087 586	334 156	4 421 742
Remboursement aux donateurs/transfert de fonds	-	-	-
<b>Montant disponible au 31 décembre 2023</b>	<b>3 994 641</b>	<b>276 801</b>	<b>4 271 442<sup>a</sup></b>

<sup>a</sup> Le solde disponible est affecté aux futures activités programmatiques et opérationnelles du Centre.

## Annexe IV

### Contributions en espèces versées au Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement pour les années terminées le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2023

(En dollars des États-Unis)

<i>Pays/Région</i>	<i>Pour l'année terminée le 31 décembre 2022</i>	<i>Pour l'année terminée le 31 décembre 2023</i>
<b>1. Ville métropolitaine d'Incheon et Ministère des sciences et des technologies de l'information et de la communication</b>		
République de Corée (Ville métropolitaine d'Incheon)	782 980	782 980
République de Corée (Ministère des sciences et des technologies de l'information et de la communication)	739 230	697 621
<b>Total partiel</b>	<b>1 522 210</b>	<b>1 480 601</b>
<b>2. Autres projets de coopération technique</b>		
Bangladesh	10 000	10 000
Cambodge	4 000	2 000
Macao (Chine)	5 000	5 000
République de Corée (Ministère des sciences et des technologies de l'information et de la communication)	35 446	38 139
<b>Total partiel</b>	<b>54 446</b>	<b>55 139</b>
<b>Total</b>	<b>1 576 656</b>	<b>1 535 740</b>